

SOMMAIRE

L'ÉDITO

**Adresse d'Alain Bergounioux
devant les « amis de Bertrand Delanoë »**

LE BLOC-NOTES DE

Jean-Christophe Cambadélis

TEXTE DE RÉFÉRENCE

**La résolution votée
au conseil national du 18 mai 2008**

DANS LA PRESSE

**Entretien de Pierre Moscovici au
Parisien daté du 15 mai 2008**

**Entretien de Jean-Christophe
Cambadélis à LCI.fr le 22 mai 2008**

TRIBUNE

Appel des 17 parlementaires



L'ÉDITO d'Alain Bergounioux

Adresse

**aux amis de Bertrand Delanoë
(discours prononcé le 24 mai 2008 à la Mutualité)**

Je vous remercie de m'avoir invité à cette réunion de débats et de réflexions. Je n'ai pas signé votre texte. Non qu'il y ait des points avec lesquels je serais en désaccord, mais parce que je me situe dans une perspective de dialogue. Je pense en effet que beaucoup nous rapproche et que nous devrions, je l'espère, nous retrouver dans une motion commune en septembre.

Pourquoi ? Parce que d'abord, nous nous connaissons bien. Nous savons dans les conseils nationaux et les bureaux nationaux qui dit quoi, qui fait quoi et qui se retrouve ensemble sur ces enjeux clés. Ensuite, parce que notre parti a besoin d'une majorité claire, qui assume pleinement le caractère réformiste de notre démarche, j'allais dire, social-démocrate... et qui sache unir une tradition, une histoire, une identité donc et les adaptations nécessaires aux défis d'aujourd'hui et de demain.

Et pour cela, nous avons besoin d'un parti, certes rénové profondément, repensé même dans ses rapports avec la société, mais un parti, pas un vague « mouvement », prisonnier des humeurs et des seules émotions du moment. Le « contenu » n'est donc pas séparable du « contenant » ! Les deux parties de ce débat sont liées.

Qu'est-ce qui a manqué en 2007 ? Je passe sur la campagne qui a évidemment son importance, pour parler du projet. S'il n'a pas convaincu, c'est qu'il faut nous remettre en cause. Ce n'est pas qu'il y avait pas d'idées et de propositions de mesures. Il y en avait peut-être même trop ! Ce qui a manqué c'est une ligne cohérente. Cela doit nous servir pour les années à venir. On n'improvise pas un projet dans le feu d'une campagne. Il faut certes être réactif, mais le soubassement, la logique politique, doivent être réfléchis auparavant et fortement assumés. On peut pointer d'autres problèmes qui tiennent en partie aux circonstances, à la longue crise européenne traversée par le Parti socialiste en 2004 et 2005. Cela a entraîné l'élaboration d'un projet en « vase clos ». Nous n'avons pas été suffisamment à l'écoute des difficultés de la société. Et donc, en 2006 et 2007, nous avons eu tendance à reproduire les propositions que nous avons faites déjà en 2002... Nous n'avons pas plus tiré les conséquences du « diagnostic » fait début 2005 sur la « fragmentation » ou la « dissociation » de la société. Aujourd'hui, les mesures proposées ne peuvent pas être seulement générales. Nous avons besoin d'outils pratiques qui puissent prendre en compte des objectifs précis et ciblés avec les adaptations nécessaires. C'est évident quand nous parlons de la réforme des retraites aujourd'hui. Cela aurait dû l'être avec les 35 heures, c'est d'une évidence criante en matière d'éducation...

La lettre

Il y a donc du travail ! Cela suppose un parti capable de regarder les réalités en face et qui ne se perde pas en vaines surenchères ou en stratégies personnelles paralysantes comme on l'a vu dès la préparation du projet de 2006.

La condition première est de dégager du congrès une majorité claire. Mais, il y en a d'autres pour rénover notre parti. D'abord, un peu plus, (beaucoup en fait) de « professionnalisme » dans le travail quotidien, avec des responsables qui, à tous les niveaux, assument leurs fonctions... C'est modeste, mais cela ne serait déjà pas mal. Ensuite, un parti qui assure sa tâche intellectuelle, qui soit partie prenante des débats de société, qui offre des espaces de dialogue, des forums réguliers. Il faut là repenser avec audace notre manière d'élaborer nos textes, à l'extérieur, en acceptant des contributions collectives, d'associations, de mouvements, de revues, à l'intérieur en organisant des allers et retours plus fréquents avec les militants (texte, amendements, texte nouveau, vote).

Il faut, enfin, que nous nous posions sérieusement le problème de notre rapport avec notre électorat. Ma conviction n'est pas faite sur le problème d'élec-

tions primaires ouvertes ou non. Il ne faut pas écarter cependant la réflexion. Ce n'est certes pas une « carte » magique comme l'a montré l'Italie. Mais, cela peut avoir d'abord une fonction de légitimation pour notre candidat et de mobilisation de millions d'électeurs, engagés dans un processus politique. Cela peut, ensuite, aider à bâtir une coalition et une dynamique dans la gauche. Car, je ne crois pas à l'idée d'un « parti de toute la gauche » qui serait la résultante de quelques accords d'appareils avec de toutes manières de toutes petites forces. Alors débattons de cela avec sérieux et bonne foi. C'est une question ouverte.

Voilà chers amis et chers camarades quelques réflexions pour notre débat et pour, je l'espère, notre action commune. Le paradoxe est qu'aujourd'hui, comme le montre le projet de Déclaration de principes il y a peut-être 80 % de socialistes qui sont d'accord sur l'essentiel. C'est une vraie chance. Ne la gâchons pas. Mettons en avant dans ce congrès, à partir d'un cadre commun, ce qui nous unit et peut nous projeter en avant pour ne pas livrer les batailles d'hier...



L'APPEL DU 18 MAI

Un an après son élection, Sarkozy échoue déjà. La crise institutionnelle qui s'était nouée dans les dernières années de Jacques Chirac, est de retour. La France est en panne, le pays souffre, les Français sont en colère, les mouvements sociaux se multiplient autour du pouvoir d'achat. La crise et la division à droite affleurent. Le tout dans une crise économique majeure et une crise écologique et alimentaire sans précédent. De leur côté, les gauches européennes peinent à construire une alternative électoralement viable et économiquement crédible. La gauche française ne s'est toujours pas retrouvée au niveau national malgré des victoires électorales remarquables.

Au-delà d'une alternative à l'UMP, qui se doit d'être fondée. C'est la nouvelle gauche du monde occidental qu'il faut faire émerger.

Pour ce faire, il s'avère indispensable de penser le monde, de prendre l'exacte mesure de l'expansion, depuis 30 ans, du capitalisme globalisé, de répondre à la crise écologique et à une meilleure répartition des ressources rares. Ces défis nous obligent à redéfinir les rapports sociaux à partir d'un cadre géopolitique pertinent. Il est nécessairement européen. Il s'agit d'organiser ainsi de nouvelles marges de manœuvre, une compétitivité optimale. Il s'agit d'assurer dans les secteurs productifs confrontés à la concurrence internationale, le confortement des services et des espaces non marchands; et un réarmement des forces du travail face à la mutation accélérée du capital.

C'est l'enjeu pour toute une génération socialiste.

La triple défaite de suite aux présidentielles est à analyser au regard de cet enjeu historique. Ce triple échec démontre la nécessité de tout repenser, de tout revisiter, de tout rebâtir. Depuis un an, nous avons travaillé à cette réorientation générale de la gauche, pour changer la France, que nous n'avons pu faire aboutir lors des présidentielles autour de DSK. Ce dernier reste pour nous un espoir pour la France.

Depuis, nous avons enregistré un premier succès avec la nouvelle déclaration de principe qui emprunte largement au manifeste pour la rénovation

que nous y avons adopté en août 2007. Cette déclaration de principe est un premier pas, il ne doit pas être dénaturé lors de la convention nationale, ni minoré ou relativisé.

Nous allons maintenant aborder la phase des contributions. Puis il y aura celle des motions. Puis nous aborderons le congrès lui-même. Et enfin l'élection du Premier secrétaire sera posée. Après nous aurons d'autres combats. Avant que le temps des présidentielles ne s'impose à nous.

A chaque étape nous voulons construire une alternative crédible et moderne à la droite. Celle-ci ne se réduit pas à trouver un champion. Même si, sous la Vème république, cette question est incontournable. Elle viendra en son temps. Le Nicolas Sarkozy actuel ne saurait être comparé en terme d'opinion à celui qui il y a un an triomphait. Les Français ne nous demandent pas un présidentiable tout de suite, mais une alternative claire.

La feuille de route de la gauche est tout à la fois simple et complexe : créer la dynamique majoritaire qui soit tout à la fois efficace électoralement et crédible en terme gouvernemental. Elle nécessite audace et union. Réduire le prochain congrès à une lutte de présidentiables, c'est tout à la fois le stériliser et prendre le risque d'une division durable. Nous avons, nous le savons, des responsabilités dans ce congrès, pour protéger le débat, promouvoir de claires rénovations, clarifier la stratégie et unir.

Spontanément nous ne mettons pas tous les acteurs sur le même plan. Nous nous déterminerons sur la base de critères fondamentaux : le rapport à la politique, le sens du collectif. Nous mènerons les discussions à partir de nos exigences : la modernisation doctrinale, le renouvellement des formes d'organisation et de désignation à la présidentielle. Mais ce n'est pas le sujet du moment. La question est de construire une majorité claire autour d'une rénovation radicale, d'une stratégie qui soit celle d'un large rassemblement de la gauche dans et autour du Parti socialiste, ouvert à tous les partis et mouvements politiques et associatifs décidés à participer à la définition et à la mise en œuvre d'une alternative politique, d'un mode de désignation de notre candidat qui s'articule autour d'une primaire dans la gauche.

Nul n'est à priori exclu de ce triptyque, encore faut-il qu'il y réponde.

Nous souhaitons donc poursuivre ce débat autour d'une contribution réellement rénovatrice. Nous nous adressons en ce sens aux amis de Arnaud Montebourg et de Martine Aubry. Nous souhaitons que cette contribution indique clairement le chemin à suivre dans la continuité de notre Manifeste. Nous élargissons notre équipe à une vingtaine de jeunes responsables pour animer dans le parti cette phase contributive. Nous participerons à tout espace réel de discussion permettant de travailler à nos objectifs.

Nous nous adressons à l'ensemble des militants socialistes et des sympathisants pour qu'ils nous aident

à faire triompher une véritable rénovation qui puisse « ré-enchanter » la gauche, lui donner espoir et capacité au changement. Ensemble créons les conditions d'une dynamique vertueuse permettant de combattre au quotidien Nicolas Sarkozy et de gagner dans l'union en 2011. Evitons les querelles subalternes, les règlements de comptes ou les calculs de second ordre. Il s'agit d'un gigantesque effort collectif auquel nous vous appelons, nul ne pourra gagner sans une gauche profondément renouvelée dans tous les domaines.

C'est l'enjeu du débat autour des contributions.

BRÈVES

DSK : « Exploiter le potentiel de l'euro »

Dans une tribune, le directeur du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, demande « d'utiliser pleinement les opportunités de la monnaie communautaire. ? Dix ans après l'introduction de l'euro, la zone euro reste un club auquel on adhère volontiers. C'est peut-être le meilleur indicateur du succès durable ? de la monnaie commune. Il subsiste pourtant dans certains domaines une certaine urgence à ce que l'euro tienne complètement ses promesses. ? La surveillance et les plans de gestions de crise ont été, avant comme après, relégués au niveau des Etats membres.» Selon Strauss-Kahn, en plus des réformes nécessaires du marché du travail et des politiques fiscales, «les pays membres de la zone euro devraient prendre position et faire entendre leur voix sur des sujets de politique internationale. ? Au sein de la zone euro, la Banque centrale européenne est devenue le pilier central du système européen. Un renforcement de l'Eurogroupe, dans lequel se sont réunis les ministres des Finances de la zone euro, serait plus que louable. ? Dix ans après l'introduction de l'euro, nous ne devrions pas seulement célébrer les premiers succès de la monnaie commune, mais aussi réfléchir aux moyens d'exploiter pleinement son potentiel. »

Financial Times (édition allemande) daté du 27 mai 2008

Laissons une chance à la réforme des institutions !

Depuis 1958, le fait présidentiel s'est imposé à travers deux évolutions constitutionnelles majeures : la première, en 1962, avec l'élection du Président de la République au suffrage universel, jamais remis en cause et à laquelle les Français sont massivement attachés ; la deuxième, avec la réduction du mandat présidentiel à cinq ans et l'inversion du calendrier électoral qui fait précéder les élections législatives par l'élection présidentielle.

Les deux réformes, l'une imposée par la droite et l'autre, voulue par la gauche, ont présidentialisé une constitution qui, à l'origine, se voulait parlementaire.

D'un parlementarisme rationalisé, on est passé au Parlement abaissé et au joug gaullien combattu par la gauche a succédé l'imperium mitterrandien dénoncé par la droite.

L'initiative prise par Nicolas Sarkozy n'est d'ailleurs pas sans rappeler étrangement celle prise le 30 novembre 1992 par François Mitterrand qui soumettait à l'examen d'un comité consultatif présidé alors par Georges Vedel des propositions visant à « assurer un meilleur équilibre des pouvoirs, à améliorer les garanties de l'indépendance des magistrats et à renforcer les droits des citoyens ».

Ironie de l'Histoire : les termes choisis il y a plus de quinze ans dans la lettre de mission de François Mitterrand à Georges Vedel sont, au mot près, les têtes de chapitres du rapport Balladur et les suggestions du Rapport Vedel, alors, approuvées par la gauche mais non par la droite se retrouvent, pour l'essentiel dans les conclusions du Rapport Balladur !

Si bien qu'au final, gauche et droite ont des responsabilités partagées dans la dérive des institutions de la Ve République, que l'une et l'autre ont engagé. Elles sont donc, à la lecture du passé, à même de s'accorder sur les termes d'un compromis qui ferait honneur à notre démocratie.

D'autant que le contexte politique du moment s'y prête. Hier triomphant et omniprésent, sûr de lui et dominateur, le Président est aujourd'hui affaibli dans le pays et contesté dans ses rangs.

Vu l'état d'esprit du pays des français et la prégnance de la question sociale, il nous semble peu probable que le Président tire un quelconque avantage décisif d'une évolution de nos institutions.

Alors quels sont les termes du débat ?

Non pas l'expression du chef de l'État devant le Parlement réuni en Congrès. Il serait paradoxal que le Président de la République ne puisse pas s'exprimer devant la représentation nationale pour faire connaître ses orientations alors qu'il peut si facilement s'inviter à parler aux Français !

Non plus les avancées, conséquentes, relatives aux nouvelles prérogatives dévolues au Parlement, sur lesquelles gauche et droite peuvent d'autant plus volontiers se mettre d'accord qu'elles ont alternativement eu à souffrir par le passé d'un ordre du jour imposé, d'une procédure législative corsetée et d'une souveraineté parlementaire bafouée. Nous qui, à gauche, avons toujours combattu la pratique bonapartiste du pouvoir, ne boudons pas notre satisfaction à l'idée d'un ordre du jour partagé, d'une procédure législative libérée et d'une souveraineté pour une part retrouvée.

Non plus enfin sur les garanties nouvelles apportées en matière de nomination à certains emplois publics, l'extension des droits en faveur des justiciables ou de renforcements des instances de contrôle et d'évaluation.

Le débat des prochaines heures doit par contre porter sur trois points essentiels qu'écluse le projet gouvernemental.

En premier lieu, aucune disposition ne prévoit, singularité française en Europe, de limiter plus avant le cumul des mandats. Or, actuellement, sur 908 parlementaires, 455 cumulent : 269 députés et 123 sénateurs sont maires, 31 députés et 32 sénateurs sont présidents de conseils généraux et 7 députés et 3 sénateurs sont présidents de régions. A noter que les présidents d'agglomération ou de communautés de communes, dont les pouvoirs sont désormais considérables ne sont pas considérés comme relevant du cumul.

A l'heure du renforcement attendu de la fonction parlementaire et compte tenu d'une décentralisation accrue, admettons que la charge nouvelle qui pèsera nécessairement sur le législateur rend moins compatible encore l'exercice cumulé d'une responsabilité exécutive locale. S'il y avait un référendum, le cumul tomberait.

En deuxième lieu, on ne peut revaloriser le rôle du Parlement et lui confier de nouvelles responsabilités, sans modifier certes le mode de scrutin aux élections à l'Assemblée Nationale par l'introduction

d'une dose de proportionnel, mais aussi et surtout le mode d'élection au Sénat qui, aujourd'hui, rend l'alternance au sein de cette assemblée strictement impossible.

Enfin, ne figure à cette heure aucune proposition relative au respect du pluralisme audiovisuel et à la prise en compte du temps de parole du Président de la République afin de garantir l'équilibre entre majorité et oppositions.

Le comité Balladur propose de constitutionnaliser un Conseil du pluralisme reprenant notamment les attributions du Conseil supérieur de l'Audiovisuel aujourd'hui décrié et de la Commission des sondages tout autant contestée. Or, curieusement, rien n'est prévu à ce sujet dans le projet de loi constitutionnel déposé par le gouvernement.

Démocratie politique devrait pouvoir se conjuguer avec démocratisation médiatique.

Nous sommes donc, les uns comme les autres, à la croisée des chemins.

La question ne peut être, pour la droite, de chercher dans un vote constructif de la gauche la marque d'un succès politique ni pour la gauche de refuser toute chance à une réforme qu'elle sait souhaitable au seul nom d'une posture d'opposition frontale.

Encore faudrait-il que le gouvernement se fasse comprendre de sa majorité et sache entendre l'opposition. A défaut, ce serait pour la droite au pouvoir, une preuve supplémentaire de son incapacité à écouter pour réformer et pour la gauche en conquête et bientôt en congrès, d'être convoquée à la barre d'un procès en immobilisme sur lequel paradoxalement le Président de la République tenterait de rebondir.

En attendant nous avons débusquer Nicolas Sarkozy. Que penser des confidences du Président de la République, on ne peut plus politicienne, faites au *Monde*... Sarkozy se félicite d'avoir « cassé en deux le PS ». et croit avoir « une majorité des deux tiers au congrès sans bouger ». Soit le Président ne veut pas que le texte passe et provoque pour rejeter les socialistes qui veulent donner une chance à l'évolution de nos institutions, soit comme toujours, il fait valoir un côté « m'as-tu vu », bien peu homme d'État. Il est fort à parier que lors des comptes, l'épisode sera relaté comme une occasion manquée par la faute du Président de la République.

Quant à nous, nous prenons toujours au sérieux l'impérieuse nécessité de sortir de la Vème République.

La Polémique Royal/Delanoë : Est-ce bien raisonnable ?

Faut-il tomber dans le piège médiatico-politique de la vraie fausse controverse sur le mot « libéral » entre Bertrand Delanoë et Ségolène Royal. On pourrait plaider

qu'il y a là rien de nouveau sous le soleil. Ségolène Royal, page 182 dans son livre pour la présidentielle, *Maintenant* ne déclarait-elle pas: « *Nous socialistes, nous sommes des libéraux...* » ? Cela ne fait-il pas parti du patrimoine des socialistes depuis le congrès de Tours ? Et la question n'est pas nouvelle pour les socialistes européens. Le libéralisme politique fut même au coeur du 14ème du congrès du Parti Communiste Tchécoslovaque avec Dubček et dans les textes euro-communistes. Les trotskystes sont aussi convertis. Dans *l'éloge de la politique profane*, Daniel Bensaïd abandonne la critique de la démocratie formelle tel que les marxistes-léninistes l'exerçaient en leur temps.

Évidemment pour vendre un livre il vaut mieux mettre en scène un débat historique. Évidemment Ségolène Royal en perte de vitesse dans l'appareil saisie « l'aubaine » pour revenir dans le match quitte à se parjurer. Évidemment Bertrand Delanoë n'est pas mécontent de se retrouver médiatiquement au milieu du jeu.

Bon, mais cette querelle d'étiquette ne cache-t-elle pas le vrai débat ? Le livre de Bertrand Delanoë marque un effet louable pour sortir de l'orthodoxie Jospinienne.

Encore que Lionel Jospin lors de ses discours à La Rochelle plaïdait déjà pour une autre approche du socialisme. Et dans un livre aujourd'hui oublié *Plein feux sur le stalinisme* ; il introduisait le débat par une réhabilitation de la question démocratique.

Dans ce réquisitoire delanoétiste pour d'audace, il manque ce qui est au coeur de notre démarche. La nouvelle question sociale face à la fragmentation: L'égalité réelle, l'état préventif, l'efficacité dans la justice, etc...

Quant à Ségolène Royal, franchement attaquer Bertrand Delanoë sur le libéralisme en faisant mine de croire que ce dernier se convertit au libéralisme économique. C'est pousser le bouchon de la polémique un peu loin. Il suffit de lire le livre pour voir que Bertrand Delanoë réhabilite l'impôt, défend les 35 heures, maintient le périmètre de la fonction public, prend parti pour Claude Allègre sur l'école et l'écologie, etc...

Mais précisément, ce week-end résume ce qui se passera si nous n'y prenons garde. Une polémique sans temps mort et sans raison: une foire des mots pour le seul plaisir des médias et de la droite.

Il y a de quoi être inquiet car au delà des circonvolutions d'usage, nos deux amis partagent la même idée. Le Premier Secrétaire devra être le candidat de la présidentielle. Le reste n'est que transitoire donc sans intérêt. Dans ces conditions on nous propose la désignation du présidentielle des novembre. Est-ce raisonnable ? En tout cas c'est redoutable pour un parti qui doit se rassembler sur un contrat de reconstruction.

DANS LA PRESSE

Entretien de Pierre Moscovici au *Parisien-Aujourd'hui -Dimanche* daté du 25 mai 2008

Après les nouvelles journées de manifestations de cette fin de semaine, comment analysez-vous l'état d'esprit actuel des Français ?

Pierre Moscovici. L'élection présidentielle de 2007 a été comme une parenthèse enchantée : une campagne qui avait remobilisé les Français, un taux de participation exceptionnel, deux jeunes candidats, un élu bien élu qui a suscité de l'espoir. Un an après, on est revenu en arrière, en pire. Le péché originel de ce quinquennat, c'est le paquet fiscal : Nicolas Sarkozy n'a pas compris qu'il ne s'agissait pas de satisfaire des clientèles mais de donner un cap. Résultat : aujourd'hui, la confiance est rompue et les Français sont inquiets.

Nicolas Sarkozy affirme que ses réformes vont finir par « payer »...

J'entends toujours « réforme, réforme, réforme » dans la bouche de Nicolas Sarkozy. Mais ces réformes se font dans le plus grand désordre et dans l'injustice. Où va-t-on ? Si Sarkozy le sait, qu'il le dise !

Une vingtaine de députés PS appellent à voter la réforme des institutions. Les approuvez-vous ?

Je comprends leur démarche. Mais le gouvernement ne nous aide pas. Sur certains sujets, la composition du corps électoral du Sénat ou la comptabilisation du temps de parole du président à la télévision, des avancées sont indispensables. Je dis oui à un compromis historique sur les institutions, mais cela implique un mouvement dans les deux sens. La majorité n'a pas aujourd'hui la volonté de faire cet effort afin de nous permettre d'aller vers une attitude d'abstention constructive, qui laisserait passer le texte sans cautionner ce qui fait problème. Elle doit bouger.

Votre ami et député de Paris Jean-Christophe Cambadélis vient de dire du PS que c'était la « pétaudière »...

Le PS n'est pas en état de choisir aujourd'hui un chef qui soit à la fois son premier secrétaire en 2008 et son candidat à la présidentielle en 2012. S'il y avait un affrontement entre ceux qu'on appelle les présidentiables, Bertrand Delanoë et Ségolène Royal, il serait extrêmement dur, assez artificiel et, dès le lendemain du congrès, commen-

cerait le match retour. Nous devons absolument trouver la meilleure façon de faire gagner la gauche en 2012 car un quinquennat de Sarkozy c'est grave, deux ce serait bonjour les dégâts. Mais la meilleure façon de gagner 2012, ce n'est pas de faire en 2008 comme si nous étions en 2011. Je crie donc casse-cou : si cette escalade se poursuit, notre congrès de Reims peut être dangereux. Arnaud Montebourg a évoqué le spectre du congrès de Rennes en 1990 : c'est évitable, ce n'est pas inconcevable.

Ségolène Royal est-elle en perte de dynamique ?

Elle n'a sans doute plus la même aura, la même magie, la même dynamique qu'en 2006. Sa base de soutiens dans le parti est plus réduite mais reste solide.

Et Bertrand Delanoë ?

Il est apprécié par tous comme maire de Paris. Il est plutôt en dynamique, sans être irrésistible.

Que leur dites-vous ?

Ils font partie, avec Dominique Strauss-Kahn, Martine Aubry, François Hollande, Laurent Fabius peut-être, d'autres éventuellement, de ceux qui peuvent incarner le PS à l'élection présidentielle. Je ne veux pas d'un congrès « tout sauf Delanoë » ou « tout sauf Royal ». Mais c'est une erreur très profonde de notre ancienne candidate à la présidentielle et aussi de Bertrand Delanoë, s'il se déclare définitivement, de vouloir être aujourd'hui le premier secrétaire du PS. Cela paraît un facteur de simplification : ce serait un facteur de désordre.

Bertrand Delanoë, dans son livre, dit qu'on peut être à la fois socialiste et libéral...

Etre socialiste dans le champ économique, comme dans la façon de voir la société, et être libéral sur le terrain politique, c'est 100 % compatible. Evidemment, ce qui doit être évité, c'est la dérive sociale-libérale dans laquelle le libéralisme économique contamine la pensée socialiste : le socialisme, c'est avant tout la recherche de l'égalité. Mais être socialiste et amoureux des libertés, oui. Historiquement, c'est dans nos gènes.

Le PS serait-il en train de muter ?

**SOCIALISME &
DÉMOCRATIE**

Il est en train de vivre une mutation fondamentale, qui ne doit pas être abîmée par un congrès de division. Le PS a longtemps été dominé par un « surmoi » marxiste, il est aujourd'hui prêt à assumer le fait d'être un parti social-démocrate à l'européenne. Et les signes en sont nombreux, de notre déclaration de principes au livre de Delanoë jusqu'aux innovations qu'a pu proposer Ségolène Royal. Quand je regarde tout cela, je dis que c'est extrêmement encourageant de voir des socialistes enfin devenus des réformistes assumés, des Européens conséquents, des militants qui veulent transformer la société en respectant les libertés. Mais à partir du moment où on pense tout cela, ensemble, pourquoi plonger demain dans des querelles de personnes ?

Mais vous, vous excluez vraiment de vous porter candidat en 2012 ?

Je le dis avec la plus grande netteté : si je suis premier secrétaire, je ne serai pas candidat à la présidentielle de 2012. Cela dit, je ne serai pas un premier secrétaire de transition. Je souhaite un premier secrétaire qui soit capable d'autorité, qui soit présent dans l'enceinte du Parlement pour mener l'opposition et qui puisse, le moment venu, prétendre être le chef de la majorité, c'est-à-dire, dans notre régime, Premier ministre. Donc, candidat à la présidentielle en 2012 ? Non. Possible Premier ministre d'un président socialiste ? Je serais hypocrite si, là, je vous répondais non.

Vous êtes l'ami de Dominique Strauss-Kahn. N'êtes-vous pas son poisson pilote ?

Non. Le prochain premier secrétaire du PS doit laisser sa chance à chacun dans la compétition pour la présidentielle. Dans ma vie politique, j'ai eu un parcours extrêmement rectiligne. C'est DSK qui m'a fait entrer au PS. Ensuite, jusqu'en 2002, j'ai été avec lui aux côtés de Jospin, envers qui j'ai une reconnaissance éternelle. Ensuite, j'ai épousé la cause de Dominique. Il est mon ami. C'est un homme qui peut apporter beaucoup à la France. Mais j'ai 50 ans. Dans aucun cas de figure, je n'aurai demain avec un présidentiable les rapports que j'ai pu avoir avec eux. Je ne serai plus jamais le lieutenant de qui que ce soit. Aujourd'hui, je peux représenter un trait d'union entre les uns et les autres, une passerelle entre les générations.

Propos recueillis par Philippe Martinat et Dominique de Montvalon
Le Parisien , dimanche 25 mai 2008



« Je préfère un bon militant à un bon manager »

***LCL.fr* : Dans son livre, Bertrand Delanoë appelle les socialistes à se réapproprier le libéralisme. Sa-luez-vous l'audace ou ce débat est-il daté ?**

Jean-Christophe Cambadélis : Manuel Valls avait proposé de changer le nom du parti socialiste. Bertrand Delanoë semble lui en avoir trouvé un nouveau : le parti libéral... (rires) Je plaisante mais la conversion au libéralisme, c'est volontairement provocateur mais totalement ambivalent. De quoi parle-t-on ? Du courant philosophique des Lumières, du courant économique thatchérien ? Le débat n'est pas nouveau. Il a déjà été tranché. Cela s'appelle le socialisme des libertés. Cela a un autre nom, un joli nom, c'est l'émancipation. Il n'y a pas de quoi créer une polémique majeure. Il faut moins reconnaître le libéralisme que bâtir un nouveau modèle dans la mondialisation.

Ce que j'ai lu, seulement des extraits, manque un peu de précisions sur la nouvelle question sociale. Comment répond-on à la fragmentation des couches populaires ? Mais cela devrait pouvoir venir.

Pour vous, L'Audace de Bertrand Delanoë répond à une question socialiste du passé ? Elle ne s'adresse pas aux Français ?

L'audace fut qu'il se présenta. Quant à la réponse aux Français, elle est à définir. Espérons que nous puissions le faire ensemble.

Avec cette conversion au libéralisme, Bertrand Delanoë ne cherche-t-il pas à incarner le message porté par DSK lors de la primaire interne du PS en 2007 ?

C'est une possibilité mais cela demande à être étayé car je crois que celle-ci fut très largement critiquée par Lionel Jospin et ses amis. Je remarque aussi que l'on ne trouve pas trace de la social-démocratie, du réformisme radical dans la contribution présentée par Bertrand Delanoë il y a quelques jours. Je suggère donc une synthèse entre ce dernier et les contributeurs à sa contribution...

D'après les bonnes feuilles du livre, Bertrand Delanoë semble vouloir se convertir à nos thèses, ce qui n'était pas tout à fait au centre de sa contribution qui était d'un très grand classicisme.

Le «reconstructeur» que vous êtes ne peut-il pas

se réjouir d'un positionnement idéologique et non pas tactique ?

Bertrand Delanoë aurait pu faire référence à d'autres que lui. Il n'est pas le premier à explorer le terrain. Si tout cela est conséquent, sérieux et s'articule autour de propositions concrètes, si tout cela débouche sur une nouvelle forme du parti, sur une critique de nos échecs en 2002 ou en 2007 ou sur des primaires au sein de toute la gauche, alors nous aurons à cheminer ensemble.

« Pour être un bon socialiste, il faut être un bon manager ». Reprendriez-vous ce type de vocabulaire ?

Je comprends ce qu'il veut dire. Mais cette concession au langage anglo-saxon ne me semble pas nécessaire. J'aurais préféré que Bertrand Delanoë dise : « pour être un bon socialiste, il faut être un bon militant ».

Qu'est-ce qu'être un «bon militant» aujourd'hui alors ?

Il faut chercher le collectif, se référer aux autres. Il faut avoir la démarche humble de celui qui chemine avec d'autres.

On voit d'anciens soutiens de Ségolène Royal (Sapin, Collomb, Guérini) refuser aujourd'hui un affrontement Delanoë-Royal. Sentez-vous monter au PS une adhésion à votre démarche d'un premier secrétaire non présidentiable ?

Je milite depuis le 30 août pour une non-présidentialisation du PS. Je constate que cette idée fait aujourd'hui son chemin. Le parti a envie de travailler, de se reconstruire, de s'opposer intelligemment. Il n'a pas envie de choisir maintenant le candidat à la prochaine présidentielle.

Moscovici, Dray et peut-être Aubry, les postulants au poste de patron du PS sont nombreux... Comment et quand choisir alors le bon Premier secrétaire ?

Nous en sommes au stade des contributions. Pierre Moscovici sera le signataire de la nôtre. Il a beaucoup de talents et pourrait faire un excellent Premier secrétaire. Martine Aubry aussi évidemment dans un autre registre. Nous serons assez sages pour trouver celui qui sera le plus efficace.

□

TRIBUNE L'appel des 17 parlementaires

Patricia Adam, Jean-Christophe Cambadélis, Jean-Marie Le Guen, Sandrine Mazetier, Jean-Jacques Urvoas, Patrick Bloche, Christophe Caresche, Jean-Patrick Gille, Gaëtan Gorce, Manuel Valls, Didier Migaud, Guillaume Garot, René Dosière, Danièle Hoffman-Rispal, Armand Jung, Dominique Raimbourg et Paul Giacobbi

Voulue par la gauche comme par la droite lors des dernières élections présidentielle et législatives, la réforme des institutions devrait rassembler toutes celles et tous ceux que l'état de notre démocratie inquiète. Atonie citoyenne, personnalisation excessive de la vie publique, déséquilibres persistants des pouvoirs, atteintes au pluralisme, discrédit des responsables politiques, la France connaît depuis de nombreuses années une crise démocratique et représentative que la pratique présidentielle actuelle accentue.

Force est de constater que les réformes institutionnelles récentes n'ont pas permis de répondre à cette dégradation et l'ont même amplifiée!

L'adoption du quinquennat « sec » et l'inversion du calendrier électoral ont renforcé la présidentialisation du régime au détriment du Parlement. Cette réforme inachevée doit s'accompagner au plus vite d'une revalorisation du Parlement sous peine de le voir durablement affaibli comme en témoigne la dégradation du travail législatif et son insuffisante capacité de contrôle.

De même l'ajournement de la réforme de la justice en 2000 par le Président de la République d'alors a contribué à l'affaiblissement d'une institution dans laquelle les français ont de moins en moins confiance.

Il y a donc urgence à réformer un système institutionnel qui ne remplit plus aujourd'hui sa fonction de manière satisfaisante.

Comme il y a urgence à donner des droits nouveaux aux citoyens à travers la possibilité de saisine du Conseil Constitutionnel (dès lors que son mode de désignation est précisé) ou l'extension du référendum, deux réformes voulues par la gauche depuis de longues années.

Notre conviction est que, face à cette urgence et à l'importance de l'enjeu pour notre démocratie, les petits calculs politiques n'ont pas leur place à droite comme à gauche.

Réformer la constitution n'est pas un acte législatif comme un autre. Il touche aux fondements et aux principes de notre organisation démocratique et suppose de dépasser le cadre partisan traditionnel. C'est en cela que s'explique la nécessité

de recueillir une majorité de trois cinquièmes pour toute modification parlementaire de celle-ci.

Députés, nous entendons assumer, avec honnêteté et fidélité au mandat qui nous a été confié, notre rôle de législateur qui consiste à discuter et à amender une réforme que nous considérons dans ses grandes orientations comme prometteuse.

Elle se traduit en effet par un certain rééquilibrage des pouvoirs entre le Parlement et l'exécutif (partage de l'ordre du jour, encadrement du 49-3 et de la procédure d'urgence...), par une amélioration sensible de son fonctionnement et une reconnaissance du statut de l'opposition. Rien dans cette réforme, après les reculs de la majorité, ne donne des pouvoirs nouveaux au Président de la République, si ce n'est la possibilité toute symbolique de se rendre devant le congrès alors qu'il a renoncé à bouleverser l'équilibre des pouvoirs entre le Président de la République et le premier ministre.

Dans le même esprit cette réforme prévoit des avancées appréciables, obtenues le plus souvent par la discussion en commission. C'est le cas en matière de nominations ou de justice avec la création d'un nouveau Conseil supérieur de la magistrature plus indépendant et plus équilibré. Plus important encore à nos yeux, la réforme donne des droits nouveaux aux citoyens en leur permettant de saisir le Conseil constitutionnel, proposition faite en 1990 par le garde des sceaux et bloquée par le Sénat, mais également le Conseil supérieur de la magistrature en matière disciplinaire. Il instaure en outre un « défenseurs des droits des citoyens » qui permettra de mieux garantir les libertés individuelles.

Enfin, la possibilité de recourir au référendum citoyen répond à une attente forte des français. Chacun peut mesurer l'importance de ces dispositions qui répondent pour la plupart à des revendications auxquelles la gauche est attachée depuis de nombreuses années.

Cette réforme est certes pour le moment encore largement perfectible à nos yeux. Comment pourrait-il en être autrement compte tenu de son origine politique ?

Les socialistes ont raison de souligner ses insuffisances et de demander des améliorations. Il est anormal que le Sénat ne puisse connaître l'alternance et que le temps de parole du président de la République ne soit pas comptabilisé.

La lettre

Mais il est vrai aussi que l'adoption d'une réforme des institutions nécessite par définition un compromis qu'il faudra bien préciser à un moment ou à un autre du processus en cours. Si la gauche était en responsabilité, elle serait confrontée à la même obligation.

C'est donc une démarche à laquelle nous ne pouvons échapper et à laquelle nous devons donner une chance, sauf à différer pour de longues années toute réforme de cette nature. Si demain, aux responsabilités, nous proposons des orientations identiques la droite aurait beau jeu de bloquer notre initiative.

Il faudra donc tirer le bilan des débats parlementaires. Il ne saurait y avoir pour nous une appréciation dictée par une condition impérative, fut-elle légitime. C'est l'ensemble du projet qui devra être évalué en fonction des avancées réelles qu'il apporte à notre vie démocratique. Parce que le parti socialiste a fait de la réforme des institutions, de leur démocratisation et de la revalorisation du Parlement une priorité de son projet politique, il ne saurait se soustraire à ses responsabilités au moment où des progrès importants peuvent être obtenus dans ce domaine. Pour notre part nous sommes prêts à les prendre.

□

PRENEZ LA PAROLE : CONTRIBUEZ AU MANIFESTE DU PSE !



Chaque semaine, de nouveaux abonnés,

faites connaître autour de vous, rejoignez-nous, exprimez-vous, Contactez-nous :

Par mail : lettre@socialisme-et-democratie.net

Par téléphone : 01 40 63 68 48 (Damien ou Karine)

Par courrier postal : Socialisme & démocratie c/o Bureau de Jean-Christophe Cambadélis - 126 rue de l'Université 75355 Paris 07 SP

CETTE LETTRE EST AUSSI LA VÔTRE, LISEZ-LA, DIFFUSEZ-LA, PARLEZ-EN, CONTRIBUEZ-Y

Nom			prénom
Adresse			
Téléphone			mail
Abonnement	15 euro	soutien	30 euro